

La ruée vers le gaz fait dérailler *les objectifs climatiques de l'Europe*

Depuis le début de la guerre en Ukraine, vingt-six nouveaux projets de terminaux gaziers sont en construction ou ont été annoncés dans l'Union européenne. Ces infrastructures doubleront les capacités d'importation de gaz fossile, en totale contradiction avec les engagements européens.

Mediapart [Mickaël Correia](#) le 16 décembre 2022

https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/161222/la-ruée-vers-le-gaz-fait-dérailler-les-objectifs-climatiques-de-l-europe?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xitor=CS3-5

Alors que l'Union européenne (UE) s'est engagée à réduire sa consommation de gaz de 30 % d'ici à 2030 pour contenir le réchauffement planétaire, les pays européens prévoient de multiplier par deux leur capacité globale d'importation de gaz fossile.

Selon [un rapport](#) publié ce vendredi par l'organisation américaine Global Energy Monitor, vingt-six nouveaux projets de terminaux d'importation de gaz naturel liquéfié (GNL) ont été annoncés en Europe depuis le début de la guerre en Ukraine, afin de pallier la fin des achats de gaz russe.

Le GNL désigne du gaz fossile refroidi à -160 °C afin qu'il passe à l'état liquide pour être ensuite transportable par navire. Ce combustible fossile est extrêmement climaticide. En effet, liquéfier le gaz nécessite beaucoup d'énergie, et la production de GNL émet des volumes importants de méthane, un gaz à effet de serre qui a un potentiel de réchauffement 84 fois plus important que le CO_2 sur une période de vingt ans.

Selon [une étude](#) du cabinet Carbone 4, la préparation du gaz en GNL puis le transport et la regazéification du gaz liquide « *sont près de deux fois plus énergivores et ainsi plus de deux fois plus émissifs que le transport par gazoduc international* ».

Le 18 mai dernier, la Commission européenne a présenté [un plan](#) d'urgence visant à réduire rapidement notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes. L'institution a souligné que « *les besoins de substitution de la prochaine décennie* » ne devaient pas « *conduire à un effet de verrouillage au profit des combustibles fossiles* » ni entraver « *nos ambitions en matière de climat* ».

Selon Global Energy Monitor, les vingt-six nouveaux projets de terminaux GNL représenteront pour l'UE une capacité d'importation totale de 195 milliards de mètres cubes (mmc) de gaz par an.

Doublement des capacités d'importation

Avant le conflit, les terminaux en service dans l'UE disposaient déjà d'une capacité d'importation de 164 mmc par an. En 2021, l'Union européenne avait importé 155 mmc de gaz en provenance de Russie et sa consommation totale de gaz s'était élevée à [412](#) mmc.

À l'heure actuelle, des terminaux GNL incarnant de nouvelles capacités d'importation d'un total de 9,1 mmc de gaz par an ont déjà été mis en service en Croatie, en Grèce et aux Pays-Bas.

En Espagne ou encore en Finlande, des infrastructures d'une capacité globale de 33 mmc de gaz par an sont en cours de construction et devraient être opérationnelles dès cette fin d'année ou début 2023. L'Allemagne envisage pour sa part la construction de pas moins de onze terminaux de GNL d'ici à 2026.

À lire aussi [Un terminal de GNL flottant arrive à Eemshaven, aux Pays-Bas. 4 septembre 2022. Gaz naturel liquéfié : la France s'enferme dans le fossile](#)

4 novembre 2022

« La crise énergétique nous oblige à faire preuve d'audace et à augmenter les investissements dans les sources d'énergie non polluantes au lieu de continuer à investir dans les combustibles fossiles qui ont provoqué cette crise, indique le chercheur britannique Chris Rosslowe, du groupe de réflexion énergétique indépendant [Ember](#). Porter l'objectif européen en matière d'énergies renouvelables à 45 % d'ici 2030 réduirait de moitié la dépendance de l'UE à l'égard des importations de gaz. Cela permettrait en plus d'économiser 200 milliards d'euros sur les coûts du gaz, au lieu d'engager les Européens dans une facture d'infrastructures GNL surdimensionnées pour les années à venir. »

Global Energy Monitor souligne que la plupart des contrats d'importation de GNL signés par les pays européens ne débutent qu'à partir de 2026 et se poursuivront pendant 15 à 20 ans.

La France n'échappe pas non plus à cette ruée fossile. Si l'Hexagone dispose déjà de quatre terminaux capables de réceptionner le GNL, le projet de loi « pouvoir d'achat » de cet été a [acté](#) l'installation au large du Havre d'un [terminal](#) méthanier flottant. Ce dernier sera opérationnel dès 2023, après avoir été rapatrié de Chine par TotalEnergies. L'infrastructure injectera dans le réseau français 5 mmc de gaz par an, soit 10 % de la consommation annuelle française.

Ces nouvelles installations GNL sont à rebours des recommandations [scientifiques](#) et de celles des [Nations unies](#) qui martèlent que, pour maintenir le réchauffement global à + 1,5 °C, la production de gaz doit diminuer de 3 % par an. L'Agence internationale de l'énergie [préconise](#) quant à elle depuis mai 2021 l'arrêt immédiat du développement de nouveaux projets gaziers afin de contenir le dérèglement climatique.